

L’Affaire Dreyfus

L'affaire Dreyfus est une grave affaire politique, militaire et religieuse qui divise profondément la France entre 1894 et 1906.

Le capitaine Alfred Dreyfus, d'origine alsacienne et de confession juive, était officier de l'État-Major de l'armée de terre. Le 13 octobre 1894, il est arrêté et accusé d'avoir livré des secrets militaires à l'empire allemand. Après un procès, où le dossier d'accusation contenait des pièces falsifiées, Dreyfus, est condamné, par un conseil de guerre, pour espionnage au profit de l'Allemagne et envoyé au bagne à l'île du Diable en Guyane, loin de tous ceux qu'il aime, avec des conditions de vie très limitées.

Dreyfus s'est toujours déclaré innocent ; aussi sa famille, soutenue par des hommes politiques et par des journalistes, dévoile les anomalies du procès et demande sa réouverture. En effet en 1896, le colonel Picquart a découvert que l'auteur de la fuite au profit de l'Allemagne est le commandant Esterhazy. L'armée refuse de se déjuger et refuse l'ouverture d'un nouveau procès. En janvier 1898, par son texte manifeste *J'accuse* publié dans le journal *L'Aurore* (dirigé par Georges Clemenceau), l'écrivain Émile Zola porte l'affaire Dreyfus devant l'opinion publique. Zola est critiqué de partout par les anti-dreyfusards qui s'opposaient en général, aux juifs. Charles Péguy prend part à toutes les manifestations et publiera *Notre Jeunesse*.

Dreyfus est condamné à un an de prison par une cour d'assises. La France se divise alors en deux camps qui s'affrontent violemment : les Dreyfusards partisans de l'ouverture d'un nouveau procès et les anti-dreyfusards qui n'en veulent pas afin de ne pas affaiblir l'armée française.

En 1899, à Rennes, un nouveau procès déclare Dreyfus coupable mais avec des circonstances atténuantes. Dreyfus est condamné à dix ans de détention. Dreyfus accepte alors la grâce du président de la République car il sait qu'il ne tiendra pas 10 ans en prison et qu'il veut revoir sa famille, mais il est toujours considéré comme coupable (la grâce ne modifie pas le jugement mais seulement la peine).

En 1906, un nouveau procès devant la cour de cassation reconnaît l'innocence de Dreyfus et décide sa réintégration dans l'armée, il est décoré dans l'ordre de la légion d'honneur. L'affaire Dreyfus a eu d'énormes conséquences sur la vie politique de la France. Dreyfus a passé plus de cinq ans en prison.



Conséquences de l'affaire Dreyfus

L'affaire Dreyfus eut d'importantes conséquences sur la vie politique française :

- La République triomphait une fois encore de ses adversaires acharnés qu'étaient les royalistes soutenus par une partie de la hiérarchie de l'Église catholique. Les Républicains les plus avancés (pour l'époque) s'organisent et fondent le Bloc des gauches qui triomphe aux élections législatives de 1902. Afin de réduire l'influence de l'Église catholique dans la vie politique, les républicains accentuent la lutte contre les congrégations religieuses catholiques qui avaient été un soutien des anti-dreyfusards. Le Bloc des gauches vote en 1905 la loi de séparation des Églises et de l'État qui est la base de la laïcité en France. Cependant les nationalistes et les antisémites se rejoignent pour rejeter la démocratie et le régime républicain : pour défendre ces idées le journal *L'Action française* est fondée en 1899 par Charles Maurras.
- L'armée, où une très grande partie des officiers sont d'opinions politiques monarchistes, est la grande perdante. L'opinion antimilitariste se renforce en France. Les services de renseignements sont démantelés, les crédits militaires sont réduits, le service militaire long (accusé de "décérébrer" les soldats appelés), est mis en cause et, en 1905, il est ramené à deux ans. En face, l'Allemagne de Guillaume II faisait une active course aux armements annonçant la guerre de 14-18 pour bientôt.